

LES BRISEURS DE MACHINES

Du même auteur

100 Mots pour juger les inventions
qui vont changer le monde
(collectif)

Les Empêcheurs de penser en rond/Les Échos, 2003

Quand meurent les neurones
(en collaboration avec William Camu)
Dunod, coll. « Quai des sciences », 2003

Savants sous l'Occupation
Enquête sur la vie scientifique française entre 1940 et 1944
Le Seuil, coll. « Science ouverte », 2004

NICOLAS CHEVASSUS-AU-LOUIS

LES BRISEURS DE MACHINES

De Ned Ludd à José Bové

ÉDITIONS DU SEUIL

27, rue Jacob, Paris VI^e

ISBN 2-02-082561-9

© ÉDITIONS DU SEUIL, FÉVRIER 2006

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

Sommaire

<i>Remerciements</i>	9
<i>Avant-propos</i>	11
I. Le séisme luddite	15
1. Un soulèvement énigmatique	19
2. Paroles de Ludd	33
3. Des brutes inquiétantes	51
II. Les répliques	61
4. La grande tondeuse ne passera pas !	65
5. Les gars du livre face aux presses mécaniques	79
6. Swing ou la revanche du capitaine sur le général	99
III. La mauvaise réputation	115
7. Une résistance oubliée	119
8. Naissance de la question des machines	141
9. De la lutte contre les machines à la contestation du système ..	161
IV. Le retour du roi Ludd	181
10. Réhabilitation historiographique	185
11. Des machines à la technologie	209
12. Un étrange Second Congrès luddite	233
13. José le luddite	245
14. Défaites bruyantes et victoires silencieuses	257
<i>Index des notions</i>	265
<i>Index des noms propres cités</i>	267

Remerciements

Je tiens à remercier Thierry Méot, qui m'a fait prendre conscience de l'importance décisive de la question de la technologie. Son immense culture, sa disponibilité, sa rigueur et son humour m'ont accompagné durant toute l'écriture de ce livre. Qu'il trouve ici l'expression de ma chaleureuse et fraternelle gratitude. Tous mes remerciements également à Lise Barnéoud, Sophie Gaudriault et Yves Sciama, qui ont eu la patience de relire ce manuscrit. Merci également à Michel Sciama, pour ses traductions de certains écrits luddites. Merci enfin à Yves Coleman, Bernard Teissier, Michelle Perrot et Frédéric Prat, pour m'avoir aidé dans mes recherches documentaires.

Avant-propos

Si l'on admet, d'une part, qu'est politique tout ce qui a trait au pouvoir, à son exercice, son contrôle et son imposition (Qui décide de quoi ? Qui décide de ce qui s'imposera à moi ?) et, d'autre part, que la technologie constitue un immense pouvoir en ce qu'elle permet de modifier les conditions de notre existence, la conclusion coule de source : la technologie est politique. L'idée n'est certes pas nouvelle, mais il est frappant de constater à quel point elle peine à être appréhendée dans toutes ses dimensions et, en particulier, du point de vue démocratique. Qu'il y ait une politique de la technologie, chacun en convient et tous les gouvernements comptent un ministre ou une administration qui en est responsable. Mais responsable devant qui ? Avec la politique de défense – et ce n'est sans doute pas par hasard vu l'importance de la composante militaire dans les recherches technologiques –, elle est sans doute l'une des plus fermées à la discussion démocratique.

Deux exemples sont à ce sujet particulièrement édifiants : celui des normes et celui des grands projets technologiques. À chaque catastrophe (accident dans les transports, effondrement d'un bâtiment ou d'un ouvrage de travaux publics...), comme à chaque controverse en santé publique (amiante, dioxine, pollution atmosphérique...), l'on débat pour savoir si les normes ont, ou non, été respectées. Mais se demande-t-on une seconde qui définit ces normes et selon quels critères ? L'élaboration d'une norme technique a beau engager potentiellement la vie de millions de personnes pour des années, elle se mène dans la discrétion des

instances professionnelles ou gouvernementales, loin de toute discussion publique. En matière de dépolitisation de grands projets technologiques, l'année 2005, marquée par les tonnerres d'applaudissement consensuels qui ont marqué l'inauguration du viaduc de Millau, l'envol de l'Airbus A 380 et le lancement du projet de réacteur expérimental ITER, a battu des records. N'y a-t-il vraiment aucune question à poser sur le développement de nouvelles infrastructures routières et du transport aérien, alors que ce sont là deux des principales causes reconnues de l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre ? Est-il vraiment anodin d'engager rien de moins que 10 milliards d'euros, soit dix fois le budget annuel du ministère de la Recherche français, dans une recherche sur la maîtrise de la fusion nucléaire qui, après un demi-siècle sans résultats probants, nous en promet maintenant pour dans trente ans ? À l'exception timide du mouvement écologiste, on cherche toujours le syndicat, le parti politique, l'organisation ou l'intellectuel qui ait posé publiquement ces questions.

Cette désaffection pour les questions technologiques est particulièrement sensible en France. À quelque vingt ans d'intervalle, les deux grandes réunions du monde scientifique français en donnent un exemple spectaculaire. Si, en 1982, on organisait un colloque national consacré à « la recherche et la technologie », c'est l'avenir de « la recherche et l'enseignement supérieur » qui est débattu lors des états généraux de Grenoble en 2004 ! *Exit* la technologie ! Il est vrai que, comme l'écrit le philosophe belge Gilbert Hottois, « *on ne rencontre [en France] quasi exclusivement que des philosophes qui ont traité de la technique de manière occasionnelle* » et qu'à « *la différence de l'Allemagne ou des États-Unis, on ne trouve ni courant, ni école, ni véritable organisation collective de la philosophie de la technique française ou francophone* »¹.

1. Gilbert Hottois, « Les philosophes et la technique. Les philosophes de la technique », in Pascal Chabot et Gilbert Hottois (dir.), *Les Philosophes et la Technique*, Paris, Vrin, 2003.

Persuadés avec Marx que « *la tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants* », nous voulons dans ce livre inscrire la question de la démocratisation des choix technologiques dans le cadre historique des temps contemporains, qui débutent avec la double Révolution de la fin du XVIII^e siècle, industrielle en Angleterre et politique en France. En une époque qui tend à résumer la démocratie à la tenue régulière d'élections, on sera peut-être surpris du parti pris adopté ici de s'intéresser principalement aux luttes sociales, à ces moments de crise, ces révélateurs que sont les manifestations, les pétitions, les grèves... et les destructions de machines et de technologies contestées. N'ont-elles pas été de tout temps les seules formes d'expression politique accessibles aux exclus des urnes ? Et la technologie restant, comme on l'a déjà souligné, largement hors du champ d'intervention démocratique, n'est-il pas normal que ces luttes conservent aujourd'hui leur vigueur ?

Ce livre a ainsi pour point de départ l'étude de la révolte des luddites anglais, quasi inconnus en France mais passés dans le langage courant, il est vrai sous forme péjorative, outre-Manche. Sous la conduite de leur mystérieux roi Ned Ludd, ils ébranlèrent le Royaume-Uni entre 1811 et 1816 en détruisant des milliers de machines textiles. Les chapitres 1 à 3 leur sont consacrés. Ce séisme luddite eut des répliques dans toute l'Europe. Des pays et des industries les plus variés connurent des bris de machines dans la première moitié du XIX^e siècle. Ces répliques sont décrites et analysées aux chapitres 4 à 7. Comment cette résistance ouvrière à la mécanisation fut-elle perçue par ses contemporains ? C'est la question que se posent les chapitres 8 et 9, qui montrent que des courants de pensée aussi antagonistes que l'économie politique classique et le marxisme s'accordèrent à juger vaine et néfaste toute résistance à la mécanisation. D'où la quasi-disparition des bris de machines durant un siècle et demi, schématiquement de 1848 à nos jours. La quatrième et dernière partie de ce livre quitte l'histoire pour se hasarder dans les temps présents. On y verra que

le spectre du luddisme rôde encore dans nos sociétés, depuis que la critique des technosciences a pris le relais, à la fin des années 1960, de celle des machines. N'a-t-on pas assisté, pour certains avec effroi, pour d'autres avec enthousiasme, à des actes longtemps impensables comme le saccage d'un laboratoire de recherche agronomique travaillant sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) à Montpellier en juin 1999 ? La ville de Grenoble ne bruisse-t-elle pas aujourd'hui des agissements de groupes mystérieux en guerre contre les nanotechnologies² ? Étrangers à ceux qui fustigent les OGM ou les nanotechnologies pour avoir osé toucher les uns au gène et les autres à l'atome, nous lirons ces événements à travers le prisme que nous procure le luddisme, tel que l'analyse l'historiographie contemporaine : comme un moyen rationnel employé par les ouvriers et les artisans anglais des débuts de la Révolution industrielle pour lutter contre la terrible dégradation de leur condition de vie et de travail. Et nous espérons convaincre le lecteur que ce néo-luddisme qui s'ignore, symbolisé par la figure d'un José Bové faucheur d'OGM, pourrait bien, à sa manière, contribuer à inventer cette introuvable démocratie des choix technologiques.

2. Pierre Le Hir et Nicolas Cabret, « Des activistes grenoblois contre les "nécrotechnologies" », *Le Monde*, 16 juin 2005.

PREMIÈRE PARTIE

Le séisme luddite

En 1811 et 1812, le Nord de l'Angleterre est en proie à de graves troubles, marqués par la destruction de centaines de machines travaillant la soie, le coton ou la laine. Loin d'exprimer une fureur émeutière, ces destructions sont perpétrées de sang-froid, après avertissements, par des groupes d'hommes armés et organisés répondant aux appels d'un mystérieux roi Ludd. Le gouvernement anglais ne viendra à bout de cette révolte qu'en recourant à la répression et à la pendaison des briseurs de machines. La première partie de ce livre raconte cet épisode fameux de l'histoire de l'Angleterre contemporaine, connu sous le nom de luddisme, en adoptant successivement trois points de vue :

Celui du gouvernement, tout d'abord, à travers les rapports que lui envoient ses agents et les informations qui paraissent dans la presse. Fragilisées sur le plan politique, en difficulté dans leur guerre contre Napoléon, en butte à de très graves difficultés économiques, les autorités britanniques hésiteront sans cesse sur l'interprétation à donner de ces événements qu'elles ne comprennent pas et qui les inquiètent : subversion révolutionnaire ? manœuvre déstabilisatrice de l'ennemi français ? ou jacquerie causée par la misère et le chômage ?

Celui des luddites eux-mêmes, ensuite, en faisant nôtre le souhait du grand historien britannique Edward P. Thompson, qui écrivait en 1963 :

Je cherche à sauver de l'immense condescendance de la postérité le pauvre tricoteur sur métier, le tondeur de drap luddite, le tisserand qui travaille encore sur un métier à main [...]. Il est possible que leurs métiers et leurs traditions aient été moribonds ; que leur hostilité à l'industrialisation naissante ait été alimentée par un point de vue passéiste ; que leurs idéaux communautaires aient manqué de réalisme ; que leurs conspirations insurrectionnelles aient été téméraires... Mais ce sont eux qui ont vécu cette période de bouleversement social intense ; ce n'est pas nous. Leurs aspirations étaient justifiées par leur expérience propre. Et si l'histoire a fait d'eux des victimes, leur propre époque les ayant condamnés, victimes ils sont restés jusqu'à nos jours. Nous ne devons pas juger de la légitimité des actions humaines à la lumière de l'évolution ultérieure¹.

Celui, enfin, de l'aristocratie anglaise alors politiquement hégémonique à travers une analyse de Shirley, ce roman de Charlotte Brontë, publié en 1849, qui prend pour toile de fond la révolte luddite. On verra comment, profondément étrangère aux motivations de ceux qui installent les machines (la jeune bourgeoisie industrielle) comme de ceux qui les brisent, l'aristocratie s'interroge sur la signification des bouleversements qu'induit ce que l'on n'appelle pas encore la Révolution industrielle.

1. Edward P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, traduit par G. Dauvé, M. Golaszewski et M.-N. Thibault, Paris, EHESS/Gallimard/Seuil, 1988 (édition originale en langue anglaise, Londres, Victor Gollancz, 1963).

1. Un soulèvement énigmatique

En ce mois de mars 1811, le Royaume-Uni entre dans sa dix-huitième année de guerre consécutive. Contre la Révolution française, puis contre les armées napoléoniennes, il a impulsé la formation de cinq coalitions. Toutes ont été défaites et le sort des armées alors engagées au Portugal et en Espagne contre Napoléon reste très incertain. Ces échecs successifs, après plusieurs décennies d'expansion industrielle, agricole et coloniale, ont appauvri et ébranlé le royaume. Pour financer les guerres, le gouvernement a dû abandonner l'étalon or et introduire pour la première fois l'impôt sur le revenu. Le blocus continental, imposé par Bonaparte depuis 1806, a coupé l'industrie britannique de ses approvisionnements comme de ses débouchés coloniaux, provoquant un chômage massif parmi les ouvriers des manufactures cotonnières. La rupture du commerce avec le Nouveau Monde et les colonies des Indes a encore aggravé la situation de l'industrie anglaise. Après un léger relâchement du blocus en 1809 et 1810, l'année 1811 est à nouveau terrible. Les *Orders in Council*¹ de septembre 1811, qui taxent lourdement les produits en provenance des États-Unis d'Amérique, depuis peu indépendants et proches, sur le plan diplomatique, de l'Empire français, provoquent des mesures de rétorsion. Elles fragilisent les relations commerciales avec le Nouveau Monde, et aggravent encore plus la situation de l'industrie britannique. Entre 1810 et 1811, les exportations à destination de

1. Décision prise par le roi sans en référer au Parlement.

l'Europe chutent de 80 %, celles vers l'Amérique du Nord de 24 % et celles vers l'Amérique du Sud de 35 %². La livre sterling s'effondre. Les faillites se multiplient. La population ouvrière et rurale est menacée par la disette, sinon la famine.

À cette crise économique, vient s'ajouter le discrédit des classes dirigeantes. Le vieux roi George III, au pouvoir depuis 1760, a une santé mentale fragile. Il devient définitivement fou à la mort de sa fille en décembre 1810. Un régent est nommé : le prince de Galles, attaqué de toute part pour sa vie de débauché. Son frère n'est guère mieux considéré, depuis la révélation que sa maîtresse vendait les biens du ministère de la Guerre. Cette atmosphère générale de corruption renforce la position de ceux qui réclament une réforme électorale, pour mettre fin au système ultra-censitaire, figé et archaïque, qui voit des bourgs de quelques âmes représentés à la Chambre des Communes par plusieurs députés tandis que des villes en pleine expansion comme Manchester, Birmingham ou Leeds n'ont aucun délégué. Les bourgeois des villes industrielles sont écartés des urnes et du Parlement, tantôt parce qu'ils ne résident pas dans les bourgs représentés aux Communes, tantôt parce qu'ils appartiennent à des groupes religieux (catholiques ou sectes protestantes non anglicanes) frappés d'interdit civique. Le système politique ploutocratique semble à bout de course. *Whigs* et *Tories*, les deux partis qui alternent au pouvoir depuis des siècles, semblent incapables de faire face au discrédit du système politique. Est-ce bien étonnant, puisqu'ils s'appuient sur les mêmes groupes sociaux ? L'aristocratie foncière est en effet aussi bien représentée chez les uns que chez les autres, et elle partage avec la bourgeoisie montante le souci de défendre la propriété privée. Tout juste peut-on remarquer que les *Tories* sont plus soucieux d'ordre, d'autorité, de tradition et de respect de l'Église anglicane, qui va de pair avec celui de la Couronne, tandis que les *Whigs* semblent plus ouverts au changement constitutionnel, plus soucieux du res-

2. Georges Minois, *L'Angleterre georgienne*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1998.

pect des minorités religieuses. Dans le vieux face-à-face entre *Whigs* et *Tories*, de plus en plus factice car on passe aisément d'un parti à l'autre, est venu s'insérer un nouvel acteur, qui se veut le champion de la réforme électorale en exigeant le vote et l'éligibilité pour tous : les Radicaux, qui voient dans la Révolution française un exemple, non une abomination. Certes, les Radicaux, qui trouvent leurs principaux appuis dans certains secteurs de la bourgeoisie et dans l'artisanat urbain, exclus du droit de vote, ne sont pas en situation de prétendre au pouvoir, mais le gouvernement redoute qu'ils ne cherchent à gagner par l'insurrection ce qu'ils ne peuvent obtenir par les élections.

C'est ce gouvernement affaibli et inquiet qui apprend, en mars 1811, que des émeutes ont éclaté dans plusieurs villages des Midlands, au nord-ouest de l'Angleterre, où la foule s'est attaquée aux machines à tricoter les bas. Dans la semaine du 16 au 23 mars, ce ne sont pas moins de cent métiers qui sont détruits. Si Nottingham, principale ville du *county*, reste calme, les villages des alentours sont en proie au désordre. Rien de bien inquiétant jusque-là. Les foules anglaises sont connues pour être turbulentes, et les destructions de machines ne surprennent pas grand monde, car on en signale tout au long du XVIII^e siècle : à Londres, en 1710 et 1768 ; parmi les tisserands de la soie de Spitalfield, en 1719, 1736 et durant toute la décennie 1760 ; à Nottingham même, en 1779 et 1789³... En 1730, le métier à navette flottante de John Kay, première étape vers la mécanisation du textile, avait déjà été brisé. On raconte également que les célèbres inventeurs Richard Arkwright et James Hargreaves avaient pris l'habitude de déménager souvent leurs ateliers de peur que des foules en colère ne viennent détruire leurs prototypes, ce qui néanmoins se produisait parfois. Le Lancashire avait également connu plusieurs épisodes

3. George Rudé, *The Crowd in History : A Study of Popular Disturbances in France and England 1730-1848*, New York, John Wiley, 1964 ; John Rule, *The Labouring Classes in Early Industrial England, 1750-1850*, Londres, Longman, 1986.

de destruction de la *mule-jenny*⁴, cette machine qui mécanisait pour la première fois le filage du coton, comme des premiers métiers à tisser mécaniques, inventés par Edmund Cartwright en 1784. En mars 1811, on pouvait certes être intrigué par l'intensité de cette soudaine épidémie de bris de machines, mais non s'en étonner.

Au nom de Ludd

Durant l'été 1811, le calme règne à nouveau dans les Midlands, où se concentre l'essentiel de la bonneterie anglaise. En novembre, les destructions de machines repartent de plus belle. Six à Bluwell le 4 novembre, une dizaine à Kimberley le 10 novembre, huit à Basford le 12 et une soixantaine à Sutton in Ashfield le lendemain⁵. Au mois de décembre, il ne se passe guère une journée sans que des bris de machines aient lieu dans un village des Midlands. « *L'état d'insurrection qui s'est installé dans le pays au cours du dernier mois n'a pas d'équivalent dans l'histoire depuis les temps troublés de Charles I^{er}* », n'hésite pas à écrire à la fin du mois le

4. Pourquoi mule ? Parce que, tel le produit de l'accouplement de l'ânesse et de l'étalon, cette machine bâtarde et robuste combine les avantages de la *spinning-jenny* (une machine à filer manuelle, sorte de rouet perfectionné, inventé vers 1760 par James Hargreaves, où le fileur peut actionner huit broches à la fois) et du *water-frame* (un métier à filer mû par l'énergie animale, hydraulique ou thermique, inventé en 1768 par Richard Arkwright, où des cylindres étirent le fil avant de l'enrouler autour de broches). Mettant en œuvre quatre cents broches à la fois, la *mule-jenny* de Samuel Crompton, dont les premiers prototypes fonctionnent en 1779, transforme la filature du coton en une opération industrielle. Désormais, le filage se fait dans un moulin ou une fabrique, et non plus à domicile.

5. Pour une chronologie détaillée, voir Malcolm I. Thomis, *The Luddites. Machine Breaking in Regency England*, Londres, David and Charles Ltd, 1970, auquel nous avons emprunté, sauf mention contraire, les éléments factuels de ce récit ainsi que les citations de rapports gouvernementaux.

LES BRISEURS DE MACHINES

Trotsky, Léon, 177.

Troyes, 123.

Turquie, 139.

Ure, Andrew, 155, 156, 164.

URSS, 216, 226.

Vienne (Isère), 65, 67, 71-73, 125, 133.

Vigny, Alfred de, 134, 138.

Walter, John, 79.

Walker, John, 141.

Wiener, Norbert, 229.

Williamson, Jeffrey, 197, 198.

Wiltshire, 192.

Winner, Langdon, 188, 189, 261.

York (et Yorkshire), 26-29, 31, 37, 45,
49, 51, 55, 56, 58, 60, 65, 150.

Zeitlin, Jonathan, 202, 203.

Zola, Émile, 138.

RÉALISATION : CURSIVES À PARIS
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A. À LONRAI (61250)
DÉPÔT LÉGAL : FÉVRIER 2006. N° 82561 (06-0000)
IMPRIMÉ EN FRANCE